

**Le Président**

**Madame Nathalie GONZALES**  
Maire des Arcs sur Argens  
Hôtel de Ville  
83460 LES ARCS

Affaire suivie par : Elisabeth LESHAIRES  
Direction des infrastructures et de la mobilité  
Service budget assemblée et programmation  
☎ : 04 83 95 67 23  
Nos réf : D20-02895

Toulon, le 17 septembre 2020

Madame le Maire,

J'ai le plaisir de vous adresser deux exemplaires de la convention CO 2020-418 relative à la pose et l'entretien d'une œuvre d'art située dans l'emprise du carrefour giratoire situé sur le carrefour entre la RD N7 et la RD 91 aux Arcs.

Je vous invite à les retourner dûment signés par vos soins accompagnés de la délibération afférente du Conseil municipal de la commune, l'adresse suivante :

Département du Var  
Direction des infrastructures et de la mobilité – SBAP  
Bâtiment OMEGA  
77 impasse Lavoisier  
83160 LA VALETTE DU VAR

Je vous prie de croire, Madame le Maire, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

  
**Marc GIRAUD**  


REPUBLIQUE FRANÇAISE

# DEPARTEMENT DU VAR

D.I.M./  
EA

Acte n° CO 2020-418

**CONVENTION RELATIVE A LA POSE ET A L'ENTRETIEN D'UNE ŒUVRE D'ART  
SITUEE DANS L'EMPRISE DU CARREFOUR GIRATOIRE SITUE À  
L'INTERSECTION DES ROUTES DEPARTEMENTALES RD N7 ET RD 91 HORS  
AGGLOMÉRATION AUX ARCS-SUR-ARGENS**

*(convention valant permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie routière)*

La présente convention est conclue entre :

Le Département du Var, représenté par Monsieur Marc Giraud, Président du Conseil Départemental du Var, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente n°G95 en date du 23 juin 2020

Ci après désigné le « Département » d'une part,

ET

La commune de Les Arcs-sur-Argens, représentée par Madame Nathalie Gonzales, Maire de la commune dûment habilité par délibération n° du

Ci après désignée la « commune » d'autre part,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 – CONTEXTE DE LA CONVENTION**

La commune souhaite implanter une œuvre d'art sur le terre plein central du carrefour giratoire situé à l'intersection de la route départementale N7, classée route à grande circulation (RGC) et de la route départementale 91, section hors agglomération, sur le territoire de la commune de Les Arcs-sur-Argens.

## **ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions administratives et techniques de propriété, de réalisation et d'entretien de l'œuvre d'art située dans l'emprise du carrefour susvisé.

## **ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION**

Les pièces constitutives de la présente convention sont :  
la présente convention  
le plan de situation du carrefour giratoire et de l'aménagement (annexe 1)  
le constat de réalisation de l'aménagement (annexe 2)

## **ARTICLE 4 – PROPRIÉTÉ DE L'OEUVRE D'ART**

L'œuvre d'art demeure la propriété de la commune de Les Arcs-sur-Argens.

## **ARTICLE 5 – MAÎTRISE D'OUVRAGE DE L'AMÉNAGEMENT**

En application des articles L et R2410 et suivants du code de la commande publique, la commune assure, seule, la maîtrise d'ouvrage des études de conception et de l'ensemble des travaux de l'aménagement, en concertation avec le Département, qui est représenté par le pôle territorial Dracénie-Verdon.

## **ARTICLE 6 – MAÎTRISE D'ŒUVRE DE L'AMÉNAGEMENT**

La maîtrise d'œuvre relative à la fourniture et à l'implantation de l'œuvre d'art est confiée aux services compétents de la commune.

## **ARTICLE 7 – ENGAGEMENT DES DEUX COLLECTIVITÉS**

### **Engagement de la commune**

La commune s'assure en permanence de la stabilité et de la conservation de l'œuvre d'art, à ses frais, risques et périls, de façon à ne causer aucune gêne et ne présenter aucun danger pour le domaine public et pour son exploitation routière.

La commune s'engage dès réception de l'œuvre d'art à :

- assurer toutes actions d’entretien courant de celle-ci,
- entretenir en bon état l’œuvre d’art, la rénover si elle venait à se détériorer par l’effet du temps,
- déposer l’œuvre d’art en cas de dommage important,
- procéder à l’enlèvement de l’œuvre d’art détériorée ou détruite,
- signaler à la direction des infrastructures et de la mobilité – pôle territorial Dracénie- Verdon du Département tout danger que pourrait représenter l’œuvre d’art pour les usagers du domaine public départemental,

La commune assume seule, les démarches administratives, techniques et juridiques en conséquence et, en particulier en cas d’accident ou dans le règlement d’un litige opposant un usager mettant en cause l’œuvre d’art,

La commune renonce à rechercher la responsabilité du Département du Var pour quelque cause que ce soit.

### **Engagement du Département**

Le Département du Var veille à ce que les travaux qui pourraient être réalisés sur le domaine public routier ne viennent pas détériorer l’œuvre d’art. En cas de risques avérés, le Département informe la commune, afin de rechercher les mesures de protection les plus appropriées.

Le Département s’engage à transmettre à la commune toute information relative aux circonstances et auteurs d’accidents de la circulation, à la suite desquels l’œuvre d’art viendrait à être endommagée ou détruite.

## **ARTICLE 8 – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL**

La commune est autorisée à réaliser dans l’emprise du domaine public routier départemental tous les travaux nécessaires dont elle a la charge.

La commune a la charge d’obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Avant tout démarrage de travaux susceptibles d’avoir une incidence sur la circulation de la RD N7, la commune doit en informer les services du Département (pôle territorial Dracénie Verdon).

## **ARTICLE 9 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES**

Les travaux nécessaires pour la réalisation de cet aménagement sont réalisés dans les règles de l’art selon les prescriptions particulières suivantes :

### **1 – Aménagement sous maîtrise d’ouvrage du Département**

Signalisation du chantier : sans objet

Coordination de sécurité et de protection de la santé : sans objet

## **2 – Aménagements sous maîtrise d’ouvrage de la commune**

Signalisation du chantier :

Un arrêté temporaire de circulation est sollicité auprès du Département, détenteur du pouvoir de police de la circulation hors agglomération.

La commune a la charge de la signalisation réglementaire du chantier, en ce qui concerne cet aménagement.

Coordination de sécurité et de protection de la santé :

La commune a la charge de désigner un coordonnateur S.P.S en cas de nécessité pour les travaux dont elle est maître d’ouvrage.

Description des aménagements :

L’aménagement doit respecter les prescriptions suivantes :

- dimension de l’œuvre d’art : hauteur 5 m
- la mise en œuvre s’effectue sur une dalle béton de 3m x 3m x 0.30 m minimum de profondeur.

## **3 – Réalisation des aménagements**

La réalisation de l’aménagement est vérifié et constaté contradictoirement.

Cette vérification fait l’objet d’un procès-verbal signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention (annexe 2).

Pour le Département, la personne désignée pour effectuer ces vérifications et signer le procès-verbal est monsieur le chef du pôle territorial Dracénie-Verdon.

## **4 – Entretien ultérieur de l’aménagement**

Préalablement aux travaux d’entretien par la commune, celle-ci informe le Département de la consistance des travaux projetés, dès lors que ces derniers auraient des incidences sur l’écoulement du trafic ou sur la sécurité des usagers du domaine public routier départemental.

La commune a la charge de la signalisation réglementaire de chantier lors des travaux d’entretien. En cas d’accident de circulation consécutif à une absence ou une insuffisance de signalisation temporaire, le Département se réserve le droit de rechercher la responsabilité de la commune, soit par voie d’appel en garantie, soit par voie d’action récursoire.

## **ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DE L’AMÉNAGEMENT**

La commune peut procéder à toutes les modifications rendues nécessaires pour assurer la continuité des missions qui lui sont confiées.

Les modifications éventuelles envisagées par la commune doivent être compatibles avec les objectifs de sécurité des usagers de la route.

En conséquence, elles doivent être soumises au préalable à l’avis de Monsieur le Président du Conseil départemental du Var et faire l’objet d’un avenant à la présente convention lorsque les nouvelles dispositions auront pour objet de modifier sensiblement le projet initial. Elles sont effectuées sous la seule responsabilité de la commune.

Le Département, quant à lui, peut modifier à son initiative les aménagements réalisés lorsque la conservation du domaine public routier départemental et l'intérêt des usagers le justifie.

#### **ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION**

La durée de la convention est fixée à neuf ans (9 ans), à compter de sa signature par les deux parties. Elle est renouvelable par tacite reconduction.

#### **ARTICLE 12 – CONDITIONS DE RÉSILIATION**

La résiliation de la convention peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- force majeure,
- non-respect des conditions de l'article 7 de la présente convention,
- changement de nature à compromettre l'économie générale de l'opération.

Le montant de l'indemnité susceptible d'être alloué à l'une des parties du fait de la résiliation est arrêté, à défaut d'accord amiable, suivant la procédure visée à l'article 13.

#### **ARTICLE 13 – CONTENTIEUX**

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses de la présente convention, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Toulon. Ce-dernier peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens", accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Litiges**

Toutefois, dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties s'engagent à faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts composée de deux membres désignés l'un par le maître d'ouvrage et l'autre par la commune. Cette commission devra, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des parties pourra porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

#### **Responsabilités**

La commune est informée, que le cas échéant, sa responsabilité pourra être recherchée au cas où le gestionnaire de la voie se verrait cité devant la juridiction par un usager du Domaine Public du fait du non-respect par la commune des obligations découlant de la présente convention ou encore dans le cadre de l'exécution des travaux d'entretien prévus par la présente convention.

#### **ARTICLE 14 – LÉGALITÉ**

La présente convention sera exécutoire à la date de sa notification à la commune.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires originaux remis respectivement au Département du Var et à la commune de Draguignan.

Dans l'hypothèse où, la présente convention est résiliée du fait de l'un des cas susvisés, aucune indemnité ne serait due à l'une ou l'autre des parties.

**Fait aux Arcs-sur-Argens, le**

**Pour la commune des Arcs-sur-Argens  
La Maire**

**Nathalie GONZALES**

**Fait à Toulon, le**

**Le Président du Conseil départemental**

**Marc GIRAUD**

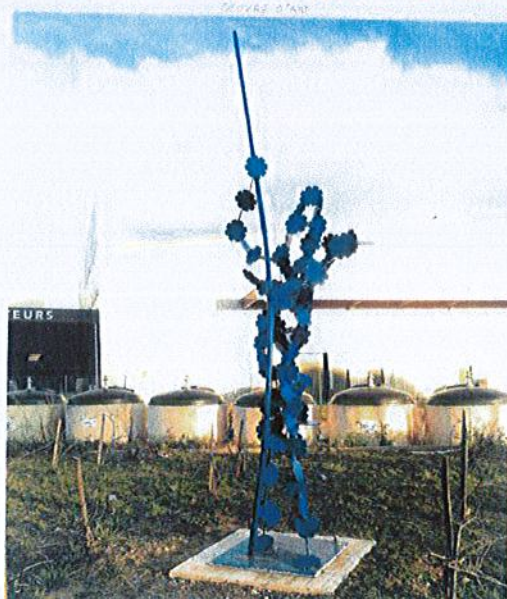
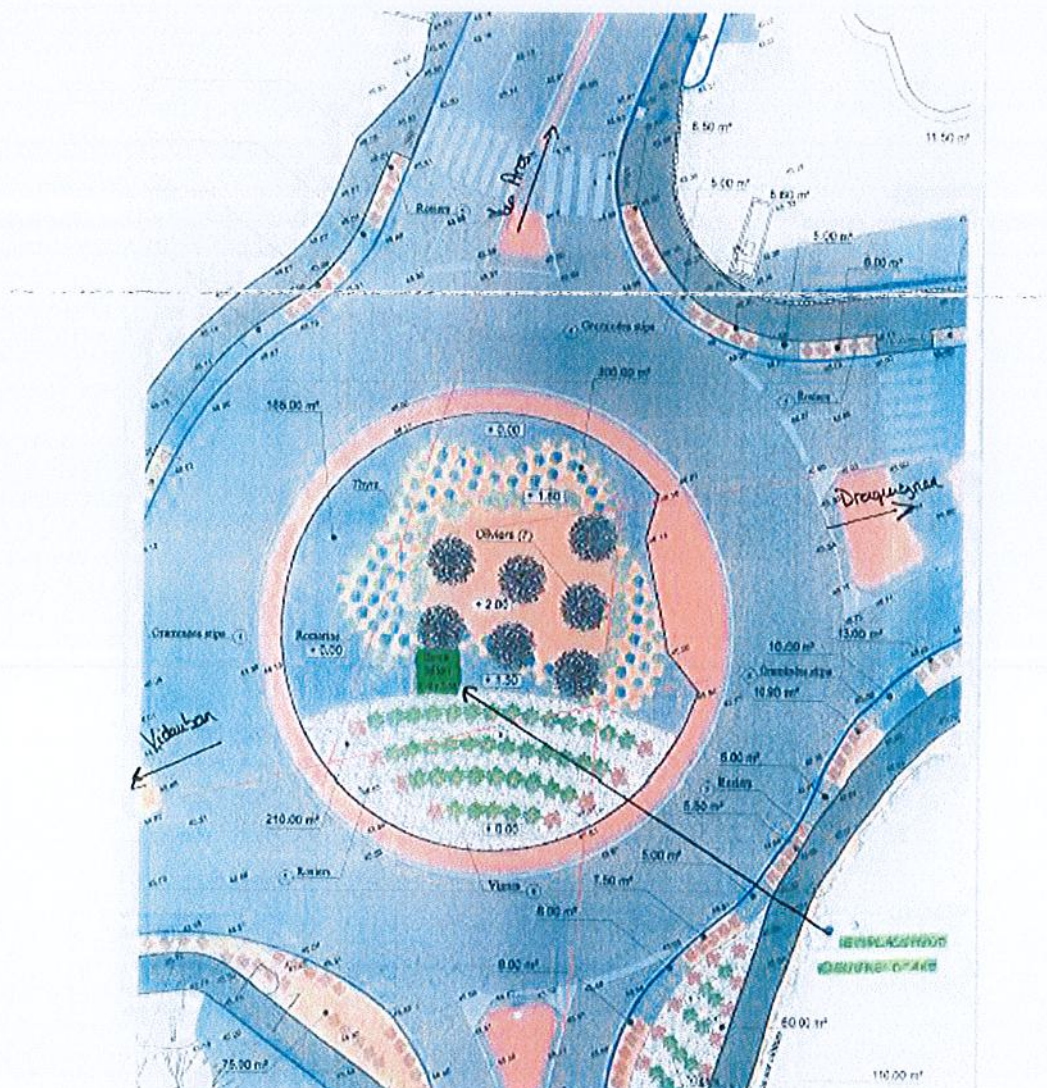
## ANNEXE 1

### PLAN DE SITUATION ET DE L'AMÉNAGEMENT DE L'ŒUVRE D'ART

#### Plan de situation du carrefour giratoire RD N7 – RD 91 et de l'aménagement commune des ARCS SUR ARGENS



## ANNEXE 1 (SUITE)



## **ANNEXE 2**

### **CONSTAT DE RÉALISATION DE L' AMÉNAGEMENT**

#### **Aménagement dans l'emprise du carrefour giratoire RD N7 – RD 91**

#### **commune des ARCS SUR ARGENS**

Le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Il a été constaté que :

L'œuvre d'art décrite dans les plans annexés à la présente convention a été réalisée conformément aux dispositions prévues (1).

L'œuvre d'art décrite dans les plans annexés à la présente convention a été réalisée avec les modifications suivantes (1) :

LE REPRÉSENTANT DU DÉPARTEMENT,      LE REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE

**(1) RAYER LA MENTION INUTILE**



LE DÉPARTEMENT

## Commission permanente

### Extrait du registre des délibérations

Séance du 23 juin 2020

N° : G95

**OBJET** : CONVENTION RELATIVE A LA POSE ET A L'ENTRETIEN D'UNE OEUVRE D'ART DANS L'EMPRISE DU CARREFOUR GIRATOIRE SITUE A L'INTERSECTION DE LA RD N7 ET DE LA RD 91 HORS AGGLOMERATION AUX ARCS-SUR-ARGENS

La séance du 23 juin 2020 s'est tenue à 12h15 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Marc GIRAUD, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, la présidence est assurée par Monsieur Marc GIRAUD, Président du Conseil départemental.

Présents : Mme Patricia ARNOULD, Mme Hélène AUDIBERT, Mme Véronique BACCINO, Mme Véronique BERNARDINI, M. Michel BONNUS, M. Sébastien BOURLIN, M. François CAVALLIER, M. Guillaume DECARD, M. Jean-Guy DI GIORGIO, Mme Françoise DUMONT, M. Marc GIRAUD, Mme Jessica HOET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Muriel LECCA-BERGER, Mme Françoise LEGRAIEN, M. Jean-Bernard MIGLIOLI, M. Joseph MULE, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Marie RUCINSKI-BECKER, Mme Andrée SAMAT, M. Richard SERT, M. Jean-Pierre VERAN.

Procurations : M. Thierry ALBERTINI à Mme Patricia ARNOULD, Mme Christine AMRANE à M. Dominique LAIN, M. Alain BENEDETTO à Mme Muriel LECCA-BERGER, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Robert CAVANNA à M. Marc GIRAUD, Mme Caroline DEPALLENS à M. Guillaume DECARD, Mme Manon FORTIAS à M. Jean-Pierre VERAN, Mme Julie LECHANTEUX à Mme Jessica HOET.

Excusés :

Absents : M. Bruno AYCARD.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique, et notamment les articles L2411-1 et L2422-12 relatifs à la maîtrise d'ouvrage des travaux,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A6 du 26 juin 2018 donnant délégation à la Commission permanente,

Vu la délibération du Conseil départemental n° A7 du 26 juin 2018 donnant délégation de compétences au Président du Conseil départemental,

Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission déplacements, communications et réseaux du 11 juin 2020

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver le projet de convention de partenariat à intervenir entre le Département et la commune des Arcs-sur-Argens, tel que joint en annexe, qui définit les conditions administratives et techniques de propriété, de pose et d'entretien d'une œuvre d'art située sur le terre-plein central du carrefour giratoire situé à l'intersection des routes départementales RD N7 et RD 91, hors agglomération,

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ladite convention.

**Adopté à l'unanimité.**

Signé : Marc GIRAUD  
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 26 juin 2020  
Référence technique : 083-228300018-20200623-lmc19148-DE-1-1

Acte certifié exécutoire  
le 26/06/2020

Pour le Président du Conseil départemental,  
le directeur général des services,  
Paul THOMAS DESESSARTS